

BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BRASILIA

Semaine du 17 au 24 novembre 2022

Résumé

- Le gouvernement élu présente au congrès national une Proposition d'amendement constitutionnel (PEC) pour le budget 2023
- Le gouvernement maintient la prévision de croissance du PIB à 2,7% et réduit l'estimation de l'inflation pour 2022
- Ilan Goldfajn, ancien gouverneur de la Banque centrale du Brésil -est élu à la tête de la Banque Interaméricaine de Développement
- Evolution des marchés du 17 au 24 novembre 2022.
- Graphique de la semaine : Le *teto de gastos* (« plafond des dépenses » qui sert d'ancrage des finances publiques au Brésil) risque d'être dépassé pour la 4eme année consécutive

LE CHIFFRE À RETENIR

175 Mds BRL
(2% DU PIB BRÉSILIEN)

C'est le coût estimé de l'ensemble des promesses électorales du nouveau président élu, Lula, avec notamment le maintien des minima sociaux (programme *Bolsa familia*) à 600 réais contre 405 réais inscrits dans le projet de loi 2023 envoyé au Congrès en août.

Evolution des marchés du 17 au 24 novembre 2022.

Indicateurs*	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+3.5%	+6.6%	111 803
Risque-pays (EMBI+ Br)	+9pt	-61pt	265
Taux de change R\$/USD	-2.4%	-6.3%	5.32
Taux de change R\$/€	-1.6%	-13.6%	5.54

* Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Le gouvernement élu présente au congrès national une Proposition d'amendement constitutionnel (PEC) pour le budget 2023

La semaine dernière, le président nouvellement élu a présenté au Congrès national, via son équipe de transition, une proposition d'amendement constitutionnel (PEC) pour le budget 2023. L'objectif est de financer ses principales promesses électorales dès l'année prochaine, notamment le maintien des minima sociaux (programme *Auxílio Brasil*, qui sera renommé *Bolsa família* après la prise de pouvoir de Lula le 1^{er} janvier) à 600 réais, contre 405 réais prévus dans le projet de loi de finances 2023, tel que envoyé au Congrès en août par le gouvernement sortant de Jair Bolsonaro.

La principale proposition de la PEC est de retirer de façon permanente les dépenses liés aux transferts sociaux *Auxílio Brasil* du *têto de gastos* (« plafond des dépenses » qui sert d'ancrage des dépenses publiques au Brésil). Cette mesure vise ainsi à retirer jusqu'à 198 Mds BRL du calcul du palier des dépenses publiques (~40 Mds EUR, ce qui équivaut à environ 2,3% du PIB de 2021).

Suite aux promesses électorales de Lula, le programme de minima sociaux *Auxílio Brasil* serait maintenu à 600 BRL par mois et par ménage contre les 405 réais déjà budgétisés par l'ancienne administration. Le projet de budget 2023 prévoit ainsi 105 Mds BRL pour le versement du programme. La revalorisation a un coût supplémentaire estimé à 52 Mds BRL. En plus, Lula envisage d'ajouter au programme un versement supplémentaire de 150 BRL par mois et par enfant âgé de moins de 6 ans, pour un coût de 18 Mds BRL.

Profitant par ailleurs des recettes excédentaires de 2022 par rapport à 2021, la PEC prévoit de financer des investissements publics, à hauteur de 22 Mds BRL, sans que ce montant soit compté dans le plafond de dépenses. Le nouveau gouvernement souhaite également exclure de ce plafond les revenus propres des universités fédérales. Ainsi, la PEC prévoirait de nouvelles marges de manœuvre supplémentaires à hauteur de 198 Mds BRL pour le budget 2023 de l'Union fédérale.

Comme la loi des finances 2023 compte déjà 105 Mds BRL pour le paiement de 405 BRL mensuels

de l'*Auxílio Brasil*, ce montant, si la PEC est approuvée, sera libéré et redistribué à d'autres actions, qui seront encore déterminées dans la loi de finances. Cela permettrait de financer les autres promesses électorales de Lula. Parmi les principales mesures attendues, le relèvement réel du salaire minimum de 1,3% (au-dessus de l'inflation) pour un coût estimé à 6,5 Mds BRL ou encore la révision du barème de l'impôt sur le revenu pour un coût de 21,5 Mds BRL.

Les marchés n'ont pas bien réagi à la présentation de la PEC par l'équipe de transition, en l'interprétant comme une dérive budgétaire. Les réactions n'ont pas tardé, traduites notamment par une volatilité accrue du taux de change. L'indice boursier de Sao Paulo, principale place financière du pays, a également montré des signes de fébrilité, affichant une tendance à la baisse, alors même que les marchés avaient plutôt bien accueilli l'élection de Lula, en toute connaissance de cause s'agissant de son programme économique.

Au-delà du contexte international également très volatile, la réaction des marchés brésiliens s'explique notamment par les incertitudes autour de la situation des finances publiques, concernant particulièrement les modifications que la nouvelle équipe gouvernementale souhaite apporter par ailleurs au calcul du *têto de gastos*, dispositif de contrôle des dépenses publiques qui sert de point d'ancrage aux marchés.

En réponse, le vice-président élu Geraldo Alkmin, qui coordonne également l'équipe de transition, a voulu rassurer sur le fait que la responsabilité fiscale, par le biais de réductions budgétaires et d'une réforme fiscale, figure parmi les priorités de la nouvelle équipe économique. M. Alkmin a déclaré que la priorité est d'approuver la PEC pour assurer le financement des transferts sociaux. Pour lui, le fait de retirer l'*Auxílio Brasil* du plafond de dépenses n'exclut pas la responsabilité fiscale du gouvernement et, qu'à moyen terme moins, de personnes doivent recevoir cette aide. Il a ajouté qu'un nouveau cadre fiscal sera discuté ultérieurement.

Le gouvernement maintient la prévision de croissance du PIB à 2,7% et réduit l'estimation de l'inflation pour 2022

Le gouvernement brésilien a maintenu ses projections officielles pour la croissance de l'activité (PIB) à 2,7 % en 2022. En revanche, les projections pour 2023 ont été revues à la baisse à 2,1%, contre 2,5% auparavant. Les chiffres ont été publiés par le Secrétariat de la politique économique (SPE) du Ministère de l'économie. Les prévisions du gouvernement pour 2022 sont proches de celles du marché (2,7%) et des principales institutions multilatérales (2,8% pour le FMI et l'OCDE). **Pour 2023, les chiffres de l'actuel gouvernement brésilien restent bien plus optimistes** (les marchés tablent sur 0,7%, le FMI 1% tandis que l'OCDE 1,2%).

Ces révisions découlent de la détérioration du scénario externe. Le ministère indique ainsi que la hausse des taux d'intérêt internationaux et la réduction des prévisions de croissance des économies développées et émergentes (aux premiers rangs desquels les Etats-Unis et la Chine, les deux principaux partenaires commerciaux du Brésil) affecteront l'économie brésilienne. Le scénario pour 2023 tient compte des estimations du marché, qui envisagent un ralentissement de l'activité mondiale, mais n'annoncent pas de récession.

Les prévisions de croissance pour 2024 et 2025 sont restées inchangées à 2,5%. Pour 2026, l'estimation a été révisée à la baisse à 2,2% contre 2,5 % auparavant.

Du côté de l'inflation, les prévisions officielles ont également été revues. Selon le gouvernement, l'Indice national des prix à la consommation large (IPCA), indice de référence pour l'inflation au Brésil, devrait s'établir à 5,85% en 2022, en baisse par rapport aux chiffres précédents de 6,3%. Les prévisions pour 2023 sont en revanche revues légèrement en hausse à 4,6% vs 4,5% auparavant.

L'indice national des prix à la consommation (INPC), qui porte sur les ménages les plus modestes et est utilisé à cette fin pour rajuster le salaire minimum, devrait augmenter de 6 % en 2022, contre une projection précédente de 6,54 %. Pour 2023, la projection reste presque inchangée à 4,9 %.

L'ancien gouverneur de la Banque centrale du Brésil - Ilan Goldfajn - est élu à la tête de la Banque Interaméricaine de Développement

C'est la première fois qu'un brésilien assumera la tête de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) depuis sa création en 1959. Le Brésil est pourtant le deuxième actionnaire de l'institution avec 11,2% de son capital, juste derrière les Etats-Unis (30%).

Sur proposition de Paulo Guedes, actuel ministre de l'économie, **Ilan Goldfajn a reçu plus de 80% des votes. Ce large succès s'est à la fois construit sur le programme s'inscrivant dans un processus d'intégration régionale, souhaitant favoriser le développement d'infrastructures vertes pour le transport, l'énergie et les télécommunications, entre les pays membres de l'Institution.** La candidature du Brésil portait ainsi comme objectif d'aboutir à une **plus grande intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes dans les chaînes de valeur régionales et mondiales**, avec des gains de productivité, d'emploi et de revenus attendus pour la région. En effet, le manque d'infrastructures reliant les pays est un problème ancien, dont la solution est devenue plus urgente avec la reconfiguration globale des chaînes de valeur productives. En outre, la candidature brésilienne portait également sur une **volonté d'augmenter la participation du secteur privé dans les projets de la Banque par le biais de Partenariats Publics-Privés.** L'objectif est d'augmenter de manière significative la mobilisation des ressources pour le financement de projets de développement durable dans la région. Sur ce point la candidature brésilienne convergerait avec les intérêts Nord-américains.

En outre, le profil technique et apolitique de M. Goldfajn a su convaincre les autres pays membres de l'institution. Il dispose d'une formation académique solide et d'une triple expérience réussie dans des organisations privées, publiques et multilatérales. Economiste formé par l'Université fédérale de Rio de Janeiro avec un PhD au MIT aux Etats-Unis.

M. Goldfajn a été président de la Banque centrale du Brésil (BCB) entre mai 2016 et février 2019, nommé par le ministre des finances du gouvernement de Dilma Rousseff (*Parti des Travailleurs*), Henrique Meirelles. M. Goldfajn a assumé la présidence de la BCB **dans un contexte de crise économique, qui a débuté en 2014, avec un recul du PIB de plus de 7% en deux ans. M. Goldfajn a ainsi présidé à une baisse historique de l'inflation à des niveaux inédits depuis 1999, passant d'un pic de près de 11 % en 2016 à 2,71 % en 2017.** Il a par ailleurs été nommé le Banquier central de l'année 2018 par la revue *The banker*.

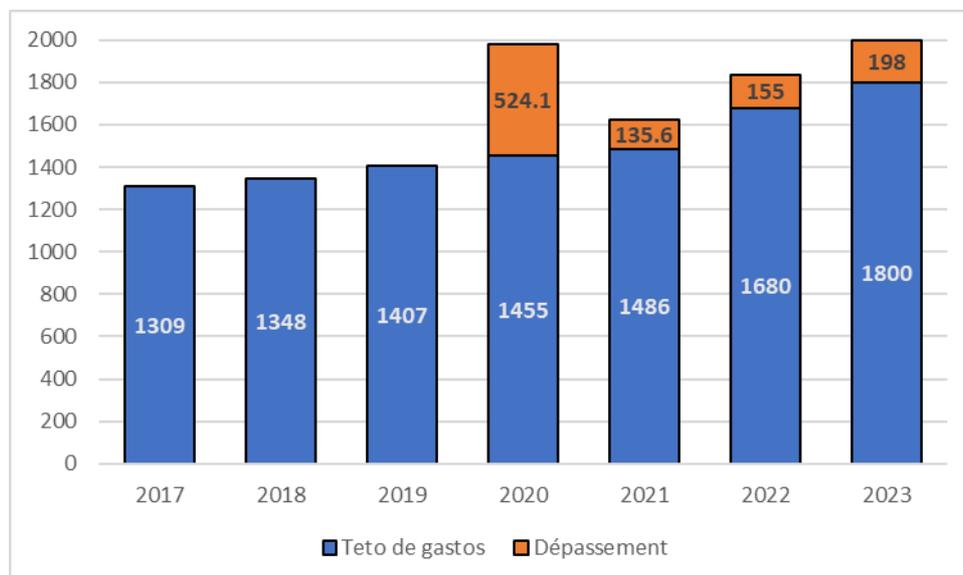
M. Goldfajn avait débuté sa carrière comme professeur d'économie, notamment à l'Université

Catholique de Rio de Janeiro. Par la suite, M. Goldfajn était devenu associé fondateur chez Ciano Investimentos et économiste associé chez Gávea Investimentos. Juste avant de devenir Gouverneur de la BCB, il était le chef économiste de Itaú-Unibanco, la plus grande banque privée du Brésil. Ces trois institutions financières jouissent d'une très bonne réputation au Brésil. Plus récemment, il a présidé le conseil d'administration du Crédit Suisse au Brésil.

M. Goldfajn est actuellement directeur du département de l'hémisphère occidental du Fonds monétaire international (FMI), où il est responsable de l'Amérique latine et des Caraïbes, les régions d'opération de la BID.

Graphique de la semaine

Le *teto de gastos* (« plafond des dépenses » qui sert d'ancrage des finances publiques au Brésil) risque d'être dépassé pour la 4^{ème} année consécutive



Source : Trésor National Brésilien et SER de Brasilia